

Les élites de l'Europe ne sont pas invincibles

Entretien avec Giannis Milios

*Économiste, responsable de la politique économique de Syriza (Grèce) **

L'Europe a fonctionné pendant longtemps comme un pôle d'attraction pour la démocratie, la paix entre les peuples et le développement économique. Elle se trouve pourtant confrontée aujourd'hui à une crise inédite et multilatérale qui accroît les inégalités entre les pays européens et conduit à l'affaissement de sociétés entières. En quels termes peut-on analyser la crise de l'Europe non seulement dans sa dimension économique, mais avant tout comme une crise structurelle d'orientation stratégique ?

Pour comprendre la coupure que vous évoquez ainsi que le changement de paradigme en cours en Europe qui ne concerne pas seulement l'économie, mais également, le cadre institutionnel et la démocratie, nous devons tenir compte de deux facteurs. D'une part, la stratégie de modernisation portée par les forces économiquement dominantes et les élites politiques en Europe, ce qu'il est convenu d'appeler le néolibéralisme, d'autre part, la grande crise économique qui a éclaté en 2008.

La stratégie néolibérale établie signifiait une redistribution des richesses et du pouvoir en faveur du capital. Ce processus était mené dans un contexte d'antagonismes sociaux (« la lutte des classes ») et avait des limites spéci-

* Cet entretien avec Giannis Milios a été réalisé et restitué par Michel Vakaloulis à Athènes le 11 juillet 2013. Michel Vakaloulis a assisté aux travaux du Congrès fondateur de Syriza (10-14 juillet 2013) en tant que collaborateur scientifique de la Fondation Gabriel Péri dans le cadre d'une étude comparative sur la gouvernabilité alternative de la gauche en Europe.

fiques. Son instrument de base était l'exposition de chaque entreprise individuelle à une concurrence de plus en plus féroce en vue de déplacer le fardeau de la crise sur le dos des travailleurs, et parallèlement, de restructurer l'économie dans le sens de la dévalorisation ou du retrait des capitaux les moins compétitifs.

Pour sa mise en œuvre, le projet néolibéral présuppose le champ global de l'intégration économique européenne. Il implique notamment la libre circulation des capitaux, des marchandises, des travailleurs, ainsi qu'un cadre institutionnel cohérent. La monnaie unique est l'aboutissement de cette stratégie européenne. Avec l'intégration monétaire disparaît la possibilité d'une fluctuation de la monnaie (nationale) qui protège le pays ayant opté pour la dévaluation. Cette transformation est basée sur l'unification et le renforcement de la finance qui ne constitue pas un simple champ de spéculation mais une sphère de régulation du système capitaliste. Le marché des capitaux n'existe que par la sphère financière. N'oublions pas d'ailleurs qu'une entreprise industrielle traditionnelle, comme par exemple Renault ou Peugeot, est partie prenante de la sphère financière parce que ses actions sont achetées et vendues en Bourse et que les fluctuations de leur prix envoient des messages nécessaires pour le fonctionnement de la production industrielle elle-même.

Ce modèle a créé rétrospectivement une sorte de protectionnisme informel pour les pays qui avaient un niveau de développement plus faible mais une profitabilité plus élevée, comme la plupart des pays d'Europe du Sud et l'Irlande. Ces pays attiraient des capitaux, principalement sous la forme de placements en obligations, en fonction des attentes de rendements plus élevés dans le marché boursier. En même temps, ils ont développé plus vite que les autres l'endettement, aussi bien public que privé. Dans le cadre de la sphère financière unifiée, le cas des pays d'Europe du Sud est comparable au modèle dominant dans l'économie mondiale. Les États-Unis disposent d'importants excédents de flux de capitaux, d'où des importants déficits de flux commerciaux. La même chose s'est produite en Europe du Sud qui ressemble, sur ce point, au modèle technico-économique des États-Unis. Les économistes officiels des organismes internationaux reconnaissent cette disparité et l'évaluaient positivement, estimant que ce processus favoriserait la *catching up* (rattrapage), à savoir l'accélération de la croissance des pays les moins développés, et, par conséquent, la convergence de l'ensemble de l'Europe.

La crise financière de 2008-2009 a conduit à l'effondrement de ce modèle de convergence au sein de l'Union européenne parce qu'elle a sapé la fiabilité financière des pays ayant des déficits publics et des taux d'endettement comparativement élevés. Soudain, le risque financier a été reconsidéré. Le modèle dominant s'est effondré en raison surtout de la diminution de l'investissement en obligations et de l'afflux extérieur de capitaux d'emprunt. Cette profonde crise a secoué le capitalisme avancé. Dans un premier temps, elle a

même suscité une terreur diffuse. Rappelons-nous, au milieu de la crise, les déclarations « anticapitalistes » de Nicolas Sarkozy contre les « excès » du capitalisme financier et la spéculation.

Exactement. En 2009, il proclamait lors d'une conférence « Sur la crise » qui s'est tenue à Paris, en présence d'Angela Merkel et d'autres dirigeants européens, qu'il faut moraliser et non pas détruire le capitalisme.

Cette déclaration enregistre la surprise et l'insécurité ressenties par les élites européennes immédiatement après le déclenchement de la crise. Très vite, cependant, lors d'une réunion du G20, elles ont constaté que la crise pouvait être utilisée comme une occasion pour renforcer le modèle néolibéral qui était faussé par le déséquilibre que nous avons mentionné ci-dessus.

Finalement, le grand flux d'argent vers les pays à croissance rapide mais d'un niveau de développement inférieur imprégnait la société et protégeait dans une certaine mesure le travail lui-même. Les profits élevés et les attentes d'une plus grande rentabilité permettaient des augmentations salariales, accéléraient la corruption, etc.

L'avènement de la crise permet aux classes dirigeantes d'approfondir à un degré sans précédent le projet néolibéral. Ce qui se joue essentiellement est le bris du contrat social d'après-guerre et la compression des besoins sociaux. La diminution de la valeur de la force de travail est au centre de l'attaque néolibérale. Et comme nous le savons depuis Marx, cette valeur n'est pas artificielle ou stable mais constitue une cristallisation de la lutte de classes. L'exemple de la Grèce est éloquent. Si en 2008 le montant de 750 euros représentait pour les nouveaux entrants sur le marché du travail une rémunération très faible et que nous protestions en tant que force de gauche au sujet de la tristement célèbre « génération de 750 euros », aujourd'hui, cinq ans après l'explosion du chômage, le même montant de rémunération d'un emploi permanent est considéré comme « satisfaisant ». Cela signifie que les politiques néolibérales ont réussi à faire baisser la valeur de la force de travail ou les limites historiquement déterminées des besoins sociaux.

Au niveau européen, on observe un impact inégal des politiques néolibérales. En particulier, les pays de l'Europe du Sud comme la Grèce ont connu un effondrement économique dramatique des classes intermédiaires et une paupérisation sans précédent dans l'histoire d'après-guerre des couches populaires. D'autres pays, comme l'Allemagne, malgré l'aggravation des inégalités sociales en leur sein, souffrent moins et semblent même profiter de la crise. Comment expliquer cette polarisation ?

Tout d'abord, les conséquences de la crise se manifestent avec un décalage, de manière saucissonnée, dans tous les pays. Il y a toujours, en tant qu'aspect

dérivé de la lutte de classes, la concurrence interétatique. Plus précisément, certains pays sont plus favorisés ou sont moins touchés que d'autres et *vice versa*. D'où le changement des rapports de force entre eux. Le cas de l'Allemagne, cependant, est particulier en raison de sa taille et de sa puissance et, partant, de son rôle hégémonique. C'est quelque chose de similaire au rôle militaire, économique et géopolitique des États-Unis dans le monde.

On peut facilement concevoir les avantages de l'Allemagne qui découlent de sa position hégémonique dans l'Union européenne. La question pourtant est de savoir pourquoi des pays comme la Grèce succombent en premier ou, du moins, se montrent plus vulnérables aux effets dévastateurs de la crise. L'argument de base des cercles dirigeants est que les problèmes de ces pays sont causés par la corruption et le népotisme qui les caractérisent.

Cet argument a été surtout mis en avant après la crise, lorsque les déséquilibres entre le déficit commercial et l'excédent de capital ont été interprétés comme « mauvais ». La vraie raison, cependant, est que ce modèle était fondé sur la primauté du secteur financier qui assurait une croissance rapide. L'effondrement affecte donc davantage ces pays. En parallèle, un tel changement social était préparé par le fait que la période relativement longue de croissance, où par exemple le PIB de la Grèce a augmenté en une décennie de 61 % contre 17,5 % pour l'Allemagne pendant la même période, a permis aux classes dirigeantes de mettre en œuvre de manière flagrante certains des objectifs de l'agenda néolibéral comme la tolérance à l'évasion fiscale et la réduction des taux d'imposition.

Donc, la croissance contrebalançait le manque des recettes fiscales.

Exactement. Les gouvernements choisissaient de diminuer la fiscalité parce que la dette, tout en augmentant continuellement, restait stable en pourcentage du PIB. Lorsque la crise éclate, ces classes dirigeantes rêvent d'écraser la classe ouvrière à travers des mesures telles que le licenciement des fonctionnaires, les privatisations tous azimuts, la contraction drastique de l'État-providence, la réduction des salaires. C'est Georges Papandreou qui s'est engagé volontairement à mettre en œuvre ce programme politique. En fait, il a accéléré le discrédit financier du pays en parlant dès son arrivée au pouvoir, en octobre 2009, de « Titanic » et de catastrophe.

Quel est le bilan de la mise en œuvre de cette politique dans le cas de la Grèce ?

La conclusion est que nous constatons un succès des objectifs inavouables car la valeur de la force de travail a diminué, l'État-providence a été déstructuré, certaines perceptions « classistes » ont triomphé. D'autre part, presque tous les objectifs déclarés ont échoué et, surtout, la soutenabilité de la dette

qui permettrait de rétablir la confiance dans la capacité financière de l'État grec à revenir sur les marchés. Cette espérance s'éloigne. Dans tous les pays touchés par la crise on assiste à des résultats dramatiques similaires, à savoir chômage massif des jeunes, dévalorisation des travailleurs, aggravation des inégalités sociales, multiplication des pauvres et des sans-abri, concentration de la richesse dans les mains d'une petite minorité.

Existe-t-il une possibilité de sortir de la crise dans le cadre de ce modèle ?

Sur ce point, j'évoquerai une phrase de Marx pour qui il n'existe pas de crises permanentes. D'un point de vue théorique, une sortie « capitaliste » de la crise est toujours envisageable. Une telle issue pourrait prendre la forme d'une « asiatisation » de l'économie (bas salaires, absence de droits, flexibilité de l'emploi et État social rachitique) ou d'une latino-américanisation de l'économie (dualisme entre les couches marginalisées de la population qui vivent dans la misère et les couches aisées qui sont en guerre perpétuelle avec les marges et vivent en état de siège dans des zones « sécurisées »). Je crains même que ce ne soit l'issue la plus probable dans la mesure où les gagnants de la crise ne représentent pas plus d'un quart de la population. Comme le montrent les statistiques officielles, les profits augmentent dans la crise en tant que pourcentage du PIB, même s'ils diminuent en valeur absolue compte tenu de la récession économique.

Quel est le résultat final lorsque le néolibéralisme met en œuvre son programme inavouable ?

C'est un système inhumain qui implique la destruction d'une grande partie de la société. Pour comprendre non seulement ce qui risque de se passer mais aussi les changements qualitatifs en gestation, nous pourrions revenir à des exemples historiques similaires. Une des investigations les plus élaborées effectuées par Marx dans *Le Capital*, était de rassembler un grand nombre de preuves empiriques qui semblent parfois incompréhensibles au lecteur habitué aux premiers chapitres théoriques.

Je vais juste mentionner un détail. Pendant les guerres napoléoniennes, un jeune Prussien mesurait en moyenne 1,70 mètre. Au moment de la rédaction du *Capital*, c'est-à-dire au milieu des années 1860, 61 % des jeunes Prussiens n'étaient pas recrutés parce qu'ils avaient une taille inférieure à 1,55 mètre. Cela s'est produit parce que la révolution industrielle en Prusse était en marche et que les enfants travaillaient à partir de l'âge de 6-7 ans entre 10 et 12 heures par jour, 7 jours par semaine, dans des conditions de travail épouvantables.

La première phase de l'accumulation industrielle a détruit toute une génération. Elle a presque failli détruire le capital lui-même parce qu'elle détruisait la classe ouvrière. Ensuite, le droit à un travail décent a été conquis et institutionnalisé à travers les luttes populaires. Il y avait sans doute des fonctionnaires

éclairés, surtout les inspecteurs du travail qui protestaient dès le début contre la détérioration de la situation. Il n'empêche que même les lois protectrices votées ne s'appliquaient pas habituellement. Au départ, aucune sanction n'était prévue pour ceux qui ne respectaient pas la législation du travail et il manquait un mécanisme adéquat pour contrôler et garantir l'application des lois.

Que montrent ces exemples historiques ?

Ils montrent que la bouteille n'a pas de fond, il n'y a aucune limite, il peut arriver n'importe quoi. Il n'existe aucun automatisme au sein du système susceptible de freiner l'obsolescence inhumaine des travailleurs sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Le seul moyen d'arrêter la dégradation est le développement des luttes sociales. C'est là que réside la perspective de Syriza pour que ces luttes ne se limitent pas à la protection de l'emploi ou au retour au *statu quo*, mais qu'elles conduisent, avec l'intervention des partis politiques, des syndicats et des organisations sociales, à la contestation radicale du système.

Cette issue catastrophique de la crise est-elle réversible ?

Elle est réversible parce qu'elle renvoie en dernière analyse à une confrontation politique qui se joue sur la base des rapports de force déterminés. La fameuse TINA (*There Is Not Alternative*, il n'y a pas d'alternative) est un mythe mobilisateur du néolibéralisme. Le changement social est possible dans n'importe quel pays.

En quoi l'Europe est-elle concernée par la perspective d'une prise de pouvoir gouvernemental par Syriza en Grèce ?

On peut répondre inversement à cette question. Pendant la campagne électorale de mai-juin 2012, la puissante propagande des élites dirigeantes en Europe considérait la possibilité d'une victoire de Syriza dans les urnes comme une évolution extrêmement négative. Elle interprétait l'identité politique de notre formation à sa manière, en la qualifiant de parti populiste et anti-européen qui se dresse contre le sauvetage de la Grèce.

Le magazine *Spiegel*, le quotidien *Bild* et d'autres journaux allemands ont publié des articles en première page (dont certains en grec) qui incitaient les Grecs à ne pas voter pour Syriza. De nombreux employeurs menaçaient de fermer leurs entreprises et de licencier leurs salariés en cas de victoire de Syriza. Il y avait donc une grande agitation au sein des élites dirigeantes en Europe et même au-delà parce que le modèle néolibéral se fissurait et que s'ouvrait une occasion de lutte inédite pour le renverser. Une victoire de Syriza en Grèce aurait envoyé un message fort à l'Europe et au monde que les forces politiques dominantes ne sont pas omnipotentes et peuvent être vaincues. TINA *is dead* (TINA est mort) !

Dans cette perspective, quel pourrait être l'apport des partis progressistes en Europe ?

D'abord, il est indispensable que ces partis se battent à l'intérieur de leur pays pour changer la politique néolibérale. D'un autre côté, ils pourraient certainement s'inspirer du changement politique en Grèce pour renforcer le bloc des forces sociales qui préconisent, justement, la nécessité d'un tel bouleversement. La solidarité n'est pas un mot d'ordre mais une arme des peuples. Le mouvement social en Europe et les formations progressistes peuvent jouer un rôle important pour soutenir un gouvernement de coalition autour de Syriza qui applique une politique alternative en rupture avec les logiques de mémorandum et d'austérité. ■